

ARGUMENTAIRE

Comité du tourisme NON à l'initiative du chaos

tourisme-contre-le-chaos.ch



De quoi s'agit-il?

Le 14 juin 2026, le peuple se prononcera sur l'initiative de l'UDC «Pas de Suisse à 10 millions!». L'initiative demande la fixation d'un plafond rigide de 10 millions d'habitants en Suisse. Si cette limite est dépassée, l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE devra notamment être dénoncé. La Confédération estime que cette limite sera dépassée en 2040. Une large alliance regroupant des acteurs politiques, économiques et sociaux rejette catégoriquement l'initiative. L'adoption de cette dernière entraînerait un chaos considérable dans les relations entre la Suisse et l'UE, l'économie et la société, raison pour laquelle elle est qualifiée d'«initiative du chaos».

Impact sur le secteur du tourisme

Le tourisme suisse est particulièrement touché par cette initiative, car il dépend de la main-d'œuvre européenne, d'une économie stable et de bonnes relations avec l'UE. Le tourisme suisse repose sur l'ouverture, la fiabilité et l'accessibilité. Or, ce sont précisément ces fondements qui seraient affaiblis par l'initiative. Cela toucherait les hôtels, les restaurants, les remontées mécaniques, les transports publics et des régions entières. Sans l'accord sur la libre circulation des personnes, le tourisme suisse est au point mort.

Raisons pour lesquelles le secteur touristique rejette l'initiative du chaos

Pénurie de main-d'œuvre qualifiée et perte de qualité sans l'accord sur la libre circulation des personnes.

Plus de 30% du personnel de la restauration et de l'hôtellerie provient de l'UE/AELE et peut travailler en Suisse grâce à l'accord sur la libre circulation des personnes. L'initiative du chaos exige la résiliation de cet accord, privant ainsi les entreprises d'une base de recrutement très importante. Les entreprises saisonnières et les régions de montagne seraient particulièrement touchées. Il en résulterait une perte de qualité, une réduction de l'offre et des fermetures d'entreprises. Cela nuirait à l'image de la Suisse en tant que destination haut de gamme et entraînerait une baisse de la demande, une diminution de la création de valeur et une baisse de la rentabilité des prestataires touristiques.

Perte de valeur ajoutée à tous les niveaux.

Le tourisme est une chaîne de valeur complexe: l'hôtellerie, la restauration, les transports, les remontées mécaniques, le commerce de détail ainsi que le sport et la culture sont concernés. L'initiative du chaos met en péril cette chaîne à la fois par une pénurie de main-d'œuvre qualifiée, des obstacles à la mobilité, une baisse de la demande et une incertitude économique. Le tourisme intérieur en pâtit également, car les pertes de valeur ajoutée entraînent une baisse du pouvoir d'achat de la population suisse. Il en résulte des dommages pour les régions, les entreprises et la population.

Incertitude juridique et manque de visibilité pour les entreprises touristiques.

L'incertitude freine les investissements et l'innovation. Les entreprises touristiques réalisent des investissements à long terme dans les infrastructures, l'approvisionnement énergétique et la durabilité. Dans un contexte incertain, les investisseurs sont découragés, ce qui entraîne un ralentissement des investissements, des désavantages

concurrentiels par rapport à l'étranger et un risque accru pour l'emploi.

Isolement dû à la suppression des accords bilatéraux I.

L'accord sur la libre circulation des personnes fait partie des accords bilatéraux I, qui sont liés entre eux par la clause guillotine. Cela signifie que si l'accord sur la libre circulation des personnes est dénoncé, les accords sur les transports terrestres et aériens deviennent automatiquement caducs. Cela mettrait en péril les liaisons de la Suisse, qui sont une condition essentielle pour le tourisme en provenance d'Europe et des pays lointains.

La Suisse, îlot de visas.

La suppression de l'accord sur la libre circulation des personnes mettrait en péril la participation à l'accord de Schengen, car celui-ci repose sur la libre circulation. Les ressortissants de pays tiers devraient à nouveau demander un visa distinct pour entrer en Suisse. Cela engendrerait une baisse sensible de la demande, en particulier en basse saison et en saison intermédiaire, au moment où ce segment de clientèle génère un chiffre d'affaires important. En outre, des contrôles systématiques aux frontières seraient réintroduits, ce qui entraînerait des charges supplémentaires, des temps d'attente plus longs et des coûts plus élevés, tant pour le transport de personnes que pour le transport de marchandises.

Une atteinte irréparable à la réputation de la Suisse dans le monde entier.

La Suisse vit de son image de destination touristique ouverte, facilement accessible et fiable. L'initiative chaotique véhicule une image contraire: isolement, insécurité juridique et manque de stabilité politique. Une telle atteinte à l'image a des effets à long terme et influence directement les réservations – un risque de réputation auquel la Suisse ne peut pas se permettre de s'exposer.

STV FST

Schweizer Tourismus-Verband
Fédération suisse du tourisme
Federazione svizzera del turismo
Federaziun svizra dal turissem

GASTRO SUISSE

Sellbahnen Schweiz
Remontées Mécaniques Suisses
Funivie Svizzera
Pendicularias Svizras

HotellerieSuisse

VSSU
AASN
Verband Schweizerischer Schiffahrtsunternehmen
Association des entreprises suisses de navigation
Associazione delle aziende svizzere di navigazione

Parahotellerie
Schweiz

VSTM/ASMT
Verband Schweizerischer Tourismusunternehmen
Association des entreprises suisses de tourisme
Associazione svizzera di turismo del turismo

Regional
Tourism
Alliance

zooschweiz
zoosuisse